



Contre l'état d'urgence, pour les droits du monde du travail MANIFESTATION LE 30 JANVIER !

RENAULT TRUCKS

Janvier 2016

Le rapport Badinter a été rendu public. C'est une opération d'enfumage ! Ce « préambule » au futur Code du travail a un but : camoufler de graves attaques contre les droits des salariés, préparer les esprits à des reculs sans précédent. Avec un Code du travail réduit à quelques « principes », il s'agit d'ouvrir la voie à toutes les régressions au travers d'accords d'entreprises imposés par le chantage à l'emploi !

HOLLANDE FIXE LE CAP, LES MINISTRES SE LÂCHENT

Lors des vœux aux « acteurs » de l'entreprise, Hollande avait annoncé que l'accord d'entreprise devrait « fixer les modalités d'organisation du temps de travail (...) en permettant par exemple de fixer le taux de majoration et le nombre d'heures supplémentaires ». Au forum économique de Davos, qui réunit chaque année dirigeants d'entreprises et responsables politique, Valls et Macron ont renchéri. Pour mettre fin aux 35 heures, Macron veut que « la loi laisse la capacité aux partenaires sociaux de mener une négociation qui puisse conduire à majorer beaucoup moins, voire pas du tout, les heures supplémentaires ». Valls a rétorqué que les heures supplémentaires resteront majorées, mais sans garantir que le « plancher » actuel des 10% tiendra.

ATTAQUES TOUS AZIMUTS

Le 12 janvier, il y a eu la condamnation à 9 mois de prison ferme de 8 ex-salariés de Goodyear dont le crime a été de lutter contre la fermeture de leur usine. Une condamnation impossible s'il n'y avait pas eu l'acharnement du gouvernement à les poursuivre, alors que l'entreprise et les cadres concernés avaient retiré leur plainte. Dans quelques jours, ce sera au tour de salariés de Ford Blanquefort d'être convoqués par la police, suite aux manifestations au « Mondial de l'auto » de 2012 et 2014. Des poursuites qui font écho à la campagne hystérique du gouvernement à l'encontre des cinq salariés d'Air France encourant

jusqu'à 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende pour une chemise arrachée.

CONSTRUIRE LES RÉSISTANCES

Malgré le chantage à l'emploi, malgré la répression, des résistances existent et se développent.

C'est d'abord le réseau de solidarité qui se développe autour des Goodyear, avec près de 150 000 signatures pour exiger « l'arrêt des poursuites ».

C'est aussi la journée de mobilisation de toute la fonction publique qui a eu lieu mardi, pour défendre un service public de qualité, l'arrêt des suppressions de postes et l'augmentation des salaires, tandis que les enseignants manifestaient contre la réforme des collèges.

Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs se mobilisent pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires et leurs emplois.



ELARGIR LES MOBILISATIONS

Face à ce gouvernement de plus en plus ouvertement réactionnaire, il faut amplifier la riposte.

Le **samedi 30 janvier** sera une journée de mobilisation dans toute la France contre l'état d'urgence, contre la déchéance de la nationalité et contre la répression des mouvements sociaux. Tous les réseaux impliqués dans l'opposition aux projets du gouvernement, de la CGT à Solidaires, en passant par la Ligue des Droits de l'Homme ou le Syndicat de la Magistrature, des partis, dont le NPA, de très nombreuses associations, appellent à manifester (à Caen : **14h30 place de la République**). Le 4 février, des rassemblements seront organisés pour la relance des Goodyear. Une réunion publique unitaire est également organisée à Caen (4 février, 20h, salle Pierre-Sémeard).

Il faut profiter de ces appels pour faire converger le combat contre l'état d'urgence, contre la déchéance de la nationalité, contre la guerre, contre la régression sociale et contre la répression.

Solidarité avec les habitants de Notre-Dame-des-Landes !

Onze familles ont été condamnées à être expulsées des maisons et des terres où elles vivaient pour certaines depuis des générations. Huit d'entre elles ont un délai de deux mois jusqu'au 26 mars, mais pour les autres, l'évacuation peut intervenir n'importe quand.

Ce jugement est révoltant, mais, en refusant l'astreinte financière de 200 à 1000 euros par jour réclamé par AGO (Aéroport du Grand Ouest... une filiale de Vinci), il remet la décision directement dans les mains du gouvernement. C'est à lui de choisir d'entamer, ou non, l'épreuve de force. C'est à lui de décider de faire procéder aux expulsions, en sachant qu'il se heurtera à une résistance déterminée, organisée, unie, et extrêmement populaire dans la région, le pays et au-delà. Le pari est risqué, il s'y est déjà fracassé à l'automne 2012 quand il avait voulu vider la ZAD par la force.

Cette résistance tient en échec le projet depuis 40 ans. Elle refuse de céder devant le bétonnage et le profit. Elle s'oppose aux élus de droite ou socialistes dévoués au productivisme, acquis au toujours plus grand, plus vite, plus polluant. C'est une lutte pour les terres agricoles, pour la biodiversité, pour des emplois durables et une vraie démocratie. Une lutte contre l'aéroport et son monde, celui du capitalisme. Le combat de toute une population, unissant paysanNEs et habitantEs, mêlant les générations et les façons de lutter. Une lutte qui en elle-même est un superbe démenti au slogan des tenants de l'ordre capitaliste selon lesquels il n'y aurait pas d'alternative.

Les manifestations à Nantes ont montré que la détermination est intacte. Un nouveau rendez-vous est donné sur la ZAD ce week-end, et une grande manifestation appelée le 27 février.

Valls et Hollande pensent qu'ils peuvent nous infliger défaites sur défaites sur tous les terrains, ajouter la régression démocratique à la régression sociale, parader à la COP21 et encourager les pires projets destructeurs... Montrons-leurs qu'ils se trompent ! Pour le bocage et celles et ceux qui y vivent, pour les vaches et le campagnol amphibie, pour les salariés de l'aéroport actuel, pour nos vies qui vaudront toujours plus que leurs profits, touTEs ensemble, nous garderons Notre-Dame-des-Landes !

Hollande veut faire payer la formation des chômeurs... par les chômeurs

Un plan de formation pour 500 000 chômeurs ? On serait tenté de dire « Pourquoi pas, si ce n'est pas une formation bidon de plus » ? Mais tout le monde a vu la grosse ficelle : un chômeur en formation disparaît de la catégorie « A », la plus médiatisée des statistiques du chômage.

Dans le même discours, Hollande a suggéré de diminuer la durée d'indemnisation des chômeurs et de réorienter les financements vers la formation et l'aide au retour à l'emploi.

Ainsi, les sommes récupérées sur le dos des uns pourraient financer la formation des autres. C'est un message envoyé au patronat et aux syndicats qui doivent renégocier une nouvelle convention Unedic sur les allocations chômage.

Bien sûr, pour Hollande, pas question de demander des comptes au patronat sur les milliards d'allègements de cotisations sociales et d'impôts sans aucun effet sur l'emploi !

Etat d'urgence : 3 000 perquisitions pour une seule mise en examen dans toute la France !

Entre le 14 novembre 2015 et le 7 janvier 2016, il y a eu 3 000 perquisitions décidées par les préfets sans accord des juges : portes cassées, appartements retournés et assignations à résidence abusives observées jour après jour ! Et pour quel résultat ? Il n'y a eu que 4 procédures transmises au parquet anti-terroriste et une seule procédure avec mise en examen d'une seule personne. Dans l'immense majorité des cas, rien n'a été trouvé, sinon des infractions pour recel ou des délits sans rapport avec le terrorisme.

En fait, avec l'état d'urgence, Hollande et Valls cherchent à s'en prendre aux contestations de l'ordre établi, celles des militantEs écologistes qui veulent « *changer le système, pas le climat* », ou de travailleurs qui s'en prendraient aux chemises de leurs DRH.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

npacaenaglo@gmail.com

<http://www.npa2009.org/>